

Quelle a été la principale question discutée dans la province de Québec aux élections de 1911? Personne ne le sait mieux que vous, monsieur le président et tous les députés de la province de Québec savent que la question commerciale n'a pas été la principale question débattue. A peine consacrait-on quelques minutes à chaque assemblée pour la discuter. Le parti conservateur faisait toute la lutte sur la question des écoles du Manitoba, et sur celle de la marine. Sir Wilfrid Laurier, le chef de l'opposition, avait formulé une politique navale canadienne, mais il demanda la dissolution du Parlement et demanda le verdict des électeurs sur la convention commerciale avec les Etats-Unis. Le parti conservateur recevait l'aide de ses alliés nationalistes, y compris M. Monk qui, à cette époque, disait dans la province de Québec, que la politique du chef actuel du Gouvernement n'était pas meilleure, ou plutôt qu'elle était pire que celle du chef actuel de l'opposition. Pendant ces élections de 1911 l'honorable député de la division Saint-Antoine de Montréal (M. Ames) envoyait dans toutes les provinces de l'Est des jeunes orateurs qui ne discutaient pas la question de réciprocité avec les Etats-Unis. Tous leurs discours portaient sur la question navale, et ils accusaient sir Wilfrid Laurier, d'être traître à sa province et à sa nationalité. Les trois quarts de la population du comté que je représente sont d'origine française, et je dois dire à leur honneur que j'ai obtenu les plus fortes majorités dans les endroits où habitent les Canadiens-Français qui ont approuvé la politique de sir Wilfrid Laurier. Ils voulaient une marine canadienne.

Le parti conservateur et ses alliés nationalistes disaient que nous ne devons rien à l'Angleterre, et quand je vois un si grand nombre d'honorables députés qui étaient dans cette Chambre en 1909 qui avaient accepté le principe d'une marine canadienne, et quand j'en vois qui n'étaient pas ici à cette époque, mais qui ont été élus le 21 septembre 1911 comme opposés à toute contribution ou politique navale quelconque, je suis surpris de les voir appuyer la politique du Gouvernement. Ces honorables députés, lorsqu'arrive le moment du vote, quittent la Chambre pour ne pas se compromettre.

Lorsque les électeurs de la province de Québec donneront leur verdict, ils approuveront la politique d'une marine canadienne proposée par le parti libéral. Ce parti veut une marine canadienne, équipée et maintenue par le Canada, et devant servir à la défense du Canada, et aussi à la défense de l'Angleterre, si celle-ci a besoin de notre aide. Telle est la politique du parti libéral; telle est la politique qui

M. TOBIN.

sera approuvée par une immense majorité des électeurs du pays si on leur donne l'occasion de se prononcer. En parcourant cette brochure électorale du parti conservateur...

M. LALOR: L'honorable député me permettra-t-il de lui poser une question? Admet-il que la question qui a fait le principal sujet de la discussion dans la dernière campagne électorale a été la marine?

M. TOBIN: Dans Québec?

M. LALOR: D'une façon générale.

M. TOBIN: Le parti de l'honorable député de Haldimand (M. Lalor) avait une politique différente dans chaque province—elle variait suivant les provinces. Dans la province de Québec comme ailleurs, la politique du parti libéral était une marine canadienne. Nous avons défendu cette politique et elle a été appuyée par la majorité de la province de Québec. Plusieurs députés de la province de Québec qui siègent à votre droite, monsieur le président, ont été élus comme adversaires de toute marine quelconque ou contribution. Il y a déjà plusieurs années que j'occupe un siège dans cette Chambre et j'ai appris de la bouche même de différents députés, avant l'élection de 1911, qu'ils étaient opposés à toute contribution et à toute dépense pour la marine. Je parle des conservateurs de la province de Québec. J'ai leurs discours à l'appui de ce que j'avance. Ils étaient contre l'Angleterre. L'honorable député de l'Islet (M. Paquet), l'honorable député de Dorchester (M. Sévigny), le ministre actuel du Revenu de l'Intérieur (M. Nantel), et l'Orateur suppléant (M. Blondin) ont tenu des assemblées dans plusieurs parties de la province de Québec. Ils sont allés dans un comté où se présentait un candidat qui a été élu, non pas comme conservateur, mais comme nationaliste; il était opposé à une marine canadienne mais ne refusait pas de faire quelque chose pour l'Angleterre si c'était nécessaire. Les honorables députés que j'ai nommés sont allés tenir une assemblée dans son comté mais cet honorable député qui siège à votre droite, monsieur le président, a dit que ces discours avaient été si antibritanniques qu'il n'a pas voulu parler à cette assemblée dans son comté parce que quelques électeurs l'auraient tenu responsable des paroles de ces personnes. J'appelle l'attention de l'honorable député de Haldimand sur le fait que c'est contre des attaques de ce genre que le parti libéral avait à lutter dans la province de Québec. Si vous aviez dit à un conservateur de la province de Québec que M. Borden était son chef vous l'auriez insulté, et je vous dirai, monsieur le président, parlant en présen-